



# Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute-Garonne  
Centre des Finances publiques, 17 ter bd Lascrosses, 31000 Toulouse |  
<https://31.cgtfinancespubliques.fr/> • [cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr) •

Toulouse, le 10 janvier 2022

## **96 emplois supprimés en 2022 aux Finances publiques en Haute-Garonne ! Appel départemental à la grève le jeudi 13 janvier 2022**

**Liquidation des Finances publiques = moins de contrôle des fonds publics, moins de lutte contre la fraude fiscale = moins de soignants, moins de profs, moins de service public partout !**

**Ce jeudi 13 janvier 2022, un comité technique local est organisé par la direction régionale, avec à l'ordre du jour la répartition des 96 suppressions d'emplois en Haute-Garonne sur les 1 506 votés par la représentation nationale, via la loi de finances pour 2022. Sur un total de 1 730 agents, c'est la suppression de 6 % de l'effectif des agents du département, un niveau jamais atteint en Haute-Garonne. C'est un véritable massacre « social » !**

La conséquence de ces suppressions est la fermeture de services et le transfert de postes vers des plateformes industrielles, qui ne sont qu'un cache-misère de plus d'un service public en complète déliquescence.

Les « accueils de proximité » sont le deuxième étage de la fusée de ce service public dit moderne, qui prétend rapprocher l'usager de l'administration mais ne fait que positionner quelques points censés laisser chaque citoyen à moins de 30 minutes des sites de l'administration fiscale.

### **Mais personne ne pose la question de savoir « à 30 minutes » de quoi ?**

D'un accueil en mairie ou « Maison France Service » une à deux demi-journées par semaine ... D'un agent seul qui, formé à la va-vite à répondre du mieux possible mais sommairement à des questions correspondant à une douzaine de métiers différents, et qui balade son lourd attirail de VRP d'une administration en cours de dissolution dans l'austérité budgétaire...

**Le résultat des suppressions d'emplois qui se succèdent depuis des années et s'accroissent violemment cette année en Haute-Garonne est un service public de proximité dégradé, au travers de la réduction des horaires d'accueil des services de pleine compétence, la suppression de l'encaissement du numéraire au 1er janvier 2022, l'abandon massif de la mission téléphone dans de nombreux services, des formations de plus en plus sommaires et souvent à distance (et cela a débuté bien avant la pandémie), l'externalisation des missions vers des plateformes délocalisées dans d'autres départements.**

Ces suppressions sont aussi la conséquence de la fermeture progressive des trésoreries de proximité dont le transfert des emplois vers les services de gestion comptable (SGC) et services des impôts des particuliers (SIP) ne se fait jamais sans l'évaporation d'emplois de-ci de-là...

**Nous avons décidé, à l'heure où de nombreux candidats déclarés à l'élection présidentielle rivalisent dans les annonces de suppressions de fonctionnaires par centaines de milliers, à l'heure où le maire de Toulouse et président de la métropole menace de privatiser le ramassage des ordures, au moment où le passe vaccinal est imposé à la population alors que plus de 17 000 lits d'hôpitaux ont été fermés en cinq ans par le presque candidat Macron, d'appeler l'ensemble des collègues à exprimer par la grève leur rejet de toutes ces mesures mortifères pour nos métiers et la notion même de service public de proximité et de pleine compétence aux**

**Finances publiques, que les gouvernements successifs se sont acharnés à détruire dogmatiquement depuis 30 ans.**

**Nous n'acceptons pas** le remplacement du statut de la Fonction publique par un code de la Fonction publique, sur le modèle du code du travail, qui ne garantira plus au citoyen la neutralité ni au fonctionnaire son indépendance du pouvoir politique dans l'exercice de son métier.

**Nous n'acceptons pas** la liquidation de la séparation ordonnateur-comptable, garante du contrôle des dépenses et des recettes publiques, pas plus que nous acceptons la réforme de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public. La CGT Finances publiques rappelle que seule la séparation ordonnateur-comptable est garante de la sincérité et l'honnêteté des comptes publics des collectivités et alerte sur le risque de privatisation de la fonction de comptable, en transmettant la mission vacante à des agences comptables.

**Nous n'acceptons pas** les conditions de travail que nous subissons : la mécanisation du travail, le travail dans l'urgence, la sensation du travail « vite fait, mal fait », le service dégradé à l'usager, qui était la raison d'être primordiale de nos métiers.

**Nous n'acceptons pas** qu'un quart des usagers (cf. le rapport du 14 janvier 2019 du défenseur des droits) soient laissés au bord du chemin par une numérisation trop rapide et sans accompagnement de l'administration des Finances publiques, dans le but principal d'accélérer les suppressions d'emplois.

**Nous n'acceptons pas** que des dizaines de milliards d'euros de fraude fiscale perdurent chaque année, que le contrôle des fonds publics soit galvaudé, pendant qu'en pleine pandémie, des milliers de lits d'hôpitaux sont fermés et les classes de nos enfants continuent à être surchargées, les salaires des fonctionnaires augmentés de 1,2 % en 13 ans, les prisons surpeuplées, la justice abandonnée, Pôle emploi liquidé... Et nous vous laissons poursuivre la longue liste des services publics sacrifiés sur l'autel de la sacro-sainte « baisse de la dépense publique », quoi qu'il en coûte pour la vie quotidienne de la population.

Ce jour-là, la CGT Finances publiques de Haute-Garonne appelle l'ensemble des agents à la grève avec **un rassemblement à la préfecture à 10h00**. Une demande de rendez-vous avec le représentant de L'État a été transmise. Nous nous rendrons ensuite en cortège, en passant par la place du Capitole, pour un **rassemblement à la direction rue des Lois à 12h00**.

**Notre rassemblement à la préfecture se fera également en solidarité avec les salariés en lutte de l'entreprise aveyronnaise SAM**, fonderie que l'État, actionnaire majoritaire de Renault, laisse mourir à petit feu, alors que les ministres (dont le nôtre, M. Lemaire) n'ont de cesse de faire de belles phrases sur l'indispensable réindustrialisation du pays.

**Nous affirmerons également notre soutien inconditionnel à notre camarade Emmanuel Baldy, secrétaire général de l'Union locale CGT de Muret**, honteusement menacé en conseil de discipline d'un an de suspension par son employeur, la communauté d'agglomération de Muret (CAM), pour un fumigène consommé par un gréviste lors d'une séance du conseil municipal à Muret, au cours du combat contre la casse du statut des fonctionnaires territoriaux (**la même lutte que mènent actuellement les éboueurs de la métropole toulousaine, que nous soutenons bien évidemment**).

**Vous êtes convié.e.s à une conférence de presse qui aura lieu entre 10h et 11h devant la préfecture de Toulouse, place St Étienne.**

**Contacts Presse :**

**Jean-Marc SERVEL 06 81 60 89 03**  
**Estelle MOLLO-GENE 06 19 69 66 37**